

Présentation des vœux de Pierre Laurent

Lundi 15 janvier à 18 h 30 (au siège national du PCF - Place du Colonel-Fabien)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction : Jacques Chabalière - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourriérec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Polotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur : Jean-Louis Le Moing
Rédaction : Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 12 41) - Mèl : communistes@pcf.fr - Relecture : Jacqueline Lamothe - Mise en pages : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

États généraux du progrès social le 3 février

Les états généraux visent trois objectifs : faire converger les actrices et les acteurs de nombreuses luttes ; nourrir ces mobilisations de propositions politiques ; travailler à la construction de fronts d'action dans différents domaines et dans la durée.

9 > 12 h

Le matin
venez participer aux

ATELIERS

INDUSTRIE
PAS DE PROGRÈS SOCIAL
NI ÉCOLOGIQUE
SANS INDUSTRIE

Paris 19
siège national du PCF
2, place du Colonel Fabien
M^o Colonel Fabien (ligne 2)

LOGEMENT
UN DROIT HUMAIN
FONDAMENTAL

Saint-Denis
école Jean Vilar
5, rue des Boucheries
M^o Basilique de Saint-Denis (ligne 13)

**SERVICES
PUBLICS ET
PROTECTION
SOCIALE**

Ivry-sur-Seine
espace Robespierre
2, rue Robespierre
M^o Mairie d'Ivry (ligne 7)

**TRAVAIL
ET EMPLOI**
EN FINIR AVEC
LE CHÔMAGE
ET LA PRÉCARITÉ

Malakoff
école Jean Jaurès
13, avenue Jules Ferry
M^o Malakoff - plateau de Vanves (ligne 13)

14 > 17 h

L'après-midi
les ateliers
convergeront en

**SÉANCE
PLÉNIÈRE**

**CONTRE LA POLITIQUE DE MACRON
FAISONS CONVERGER NOS LUTTES**

Montreuil
salle des fêtes de la mairie
place Jean Jaurès
métro Mairie de Montreuil (ligne 9)



SERVEZ-VOUS

On vous fait un dessin
Le Macron des riches
sur Facebook PCF
2017.pcf.fr



Déjà 100 000 visionnages

MÉDIAS

Pierre Laurent
jeudi 11 janvier
France info
18 h

VIDÉOS

Chaque mardi et jeudi
découvrez les vidéos
de nos groupes
parlementaires

**AU SÉNAT
ET À
L'ASSEMBLÉE
NATIONALE**

sur Facebook
et Twitter

Les cahiers du progrès social

INDUSTRIE
Pas de progrès social
ni écologique sans industrie



Les cahiers du progrès social

LOGEMENT
Un droit humain
fondamental



Les cahiers du progrès social

**UTILISATION
DE L'ARGENT**
S'attaquer au coût
du capital



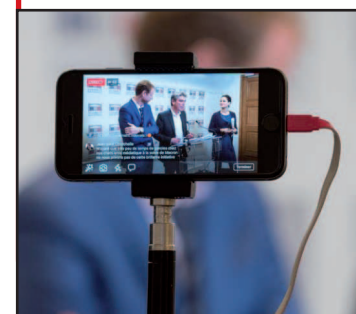
Les cahiers du progrès social

**SERVICES
PUBLICS**
Mettre fin à l'austérité
et à la casse
des services publics



Les cahiers du progrès social

**TRAVAIL
& EMPLOI**
En finir avec le chômage
et la précarité



Vers les états généraux du progrès social

Le 3 février prochain se tiendront les états généraux du progrès social. Pourquoi cette initiative ?

Pour faire reculer l'entreprise de casse de Macron et agir pour des solutions de progrès. Il y a aussi besoin de proposer une initiative politique s'inscrivant dans la construction d'une alternative au pouvoir. Force est de constater qu'à gauche, cette perspective ne fait pas partie du paysage.

Les états généraux visent donc trois objectifs : faire converger les

actrices et les acteurs de nombreuses luttes ; nourrir ces mobilisations de propositions politiques ; travailler à la construction de fronts d'action dans différents domaines et dans la durée.

D'ores et déjà, de très nombreuses initiatives s'inscrivant dans cette campagne sont prises dans les départements (participation aux luttes, débats, interventions d'élus, etc.) comme le montrent les exemples ci-dessous.

Nièvre



Nous allons axer tous nos efforts, dans la Nièvre, sur le combat pour le « droit à la santé » des Nivernaises et des Nivernais. En effet, alors que nos infrastructures de santé ont déjà été durablement affaiblies ces nombreuses années, nous sommes aujourd'hui confrontés à une nouvelle série d'attaques tous azimuts : transfert annoncé, vers Dijon, du Centre d'appels d'urgence du Samu 58 ; fermeture annoncée des urgences de nuit à Decize, Cosne et Clamecy ; "suspension" de la maternité de Cosne pour 6 mois la veille de Noël ; nouvelle aggravation de la pénurie de médecins plaçant la Nièvre au tout premier rang des déserts médicaux français, etc. Nous militons donc, à l'inverse des nouveaux reculs annoncés par le futur "Plan régional de santé", pour un plan exceptionnel de rattrapage dans la Nièvre, ne serait-ce que pour combler la fracture sanitaire de notre département par rapport au reste du territoire français. Trois Nivernais participeront à la réunion initiée par nos députés, mercredi à l'Assemblée nationale. Un 4-pages départemental est en cours de finalisation que nous envisageons de distribuer à 50 000 exemplaires dans le département. C'est notre manière de contribuer à la réussite des "états généraux du progrès social". ✪ François Diot, secrétaire départemental

Alstom

Les communistes ont décidé de faire de « l'affaire Alstom » une bataille nationale. La distribution d'un appel, « Alstom ne doit pas être bradé : un autre choix est possible », se prépare dans les 12 sites du groupe. Si possible le 11 janvier. Le sénateur Fabien Gay participe à la mission parlementaire sur Alstom. Le député Fabien Rousset est à la commission d'enquête de l'Assemblée sur les questions industrielles.

Le 10 janvier, Fabien Gay tiendra une conférence de presse à la Maison des syndicats du Creusot ; il rencontrera les syndicats de la métallurgie puis sera à la sortie de l'entreprise.

Pierre Laurent participera à la diffusion de l'appel devant le siège national d'Alstom à St-Duen le 11 janvier. ✪

ALSTOM NE DOIT PAS ÊTRE BRADÉE un autre choix est possible

Après avoir laissé le groupe General Electric s'emparer de la branche Energie du groupe Alstom, Emmanuel Macron s'apprête à brader Alstom Transports en la cédant à Siemens. C'est pourtant un fleuron de l'industrie française de matériel ferroviaire, avec son réseau mondial, ses brevets et le savoir-faire de ses 33 000 salariés.

C'est une industrie d'avenir, au cœur des modes de vie, des défis urbains et écologiques. Elle joue un rôle clé dans le tissu industriel français, ses PME, les services publics de transport (SNCF, RATP...) et dans l'activité et l'emploi des territoires. Elle est au cœur de l'innovation technologique. Sa maîtrise est décisive.

Or ce qu'on peut redouter de cette fusion, c'est la disparition, en France, de cette industrie d'avenir. Rien ne garantit que Siemens, qui ne s'est engagé que pour 4 ans et va supprimer 7 000 postes, maintenant les sites de production Alstom sur notre territoire. Les promesses d'emploi faites naguère par General Electric sont supposées balayées.

Il n'est pas trop tard pour faire d'autres choix. Refusons cette liquidation. Ce ne serait pas la première fois qu'un projet de fusion n'ait pas jusqu'à son terme. Les arguments avancés ne tiennent pas. Alstom n'a pas de difficultés financières, a un faible endettement, une trésorerie confortable. Son carnet de commandes de plus de 30 milliards d'euros est plein pour cinq ans ! La concurrence, notamment chinoise, est un mauvais prétexte : en Europe elle est tout juste émergente et avec des problèmes de qualité. Il n'y a aucune urgence.

Les vrais problèmes d'Alstom sont ailleurs : perte de savoir-faire, de qualifications liées aux restructurations incessantes, installations vieillissantes, faibles investissements, dépenses de recherches insuffisantes. Alstom peut innover et baisser les coûts autrement qu'avec des dépenses nouvelles de R&D, avec le

SAUVONS ALSTOM

PCF



Loiret

La mobilisation contre la fermeture de La Poste des Aydes à Orléans se poursuit.

prises par le gouvernement sont en train d'aggraver encore la situation, nous ne pouvons nous y résoudre. Lors des semaines de contrôle de l'Assemblée nationale, chaque groupe parlementaire décide du sujet qu'il souhaite inscrire à une séance qui lui est réservée. Nous avons décidé de la consacrer à l'hôpital et d'interroger Mme la Ministre de la Santé et nous souhaitons préparer cette séance à ciel ouvert, avec vous. ✪

Hautes-Pyrénées/Vallourec

Suite à la lutte des Vallourec (57 emplois menacés), la préfète a réuni les représentants des salariés et des élus, dont Marie Pierre Vieu, députée européenne. « Par l'action collective, dit la CGT, nous avons pu faire en sorte que ce dossier soit pris au sérieux au plus haut niveau de l'Etat. Pour autant, rien n'est acquis, tout va dépendre maintenant de la capacité des salariés pour imposer un avenir au site de Vallourec. »

La fédération du PCF a rappelé son soutien aux salariés : « Pas de progrès social ni écologique sans industrie », dit-elle. Dans son journal, la fédération propose à ceux qui souhaitent travailler à une autre logique de développement de prendre part aux états généraux du progrès social.

Ajoutons une bonne nouvelle : les facteurs de Barbazan, avec l'appui de la CGT, après plusieurs jours de grève, ont repris leur poste de travail après avoir obtenu des avancées significatives. ✪



Hôpital en danger !

Le groupe communiste à l'Assemblée nationale organise, ce mercredi 10 janvier, une rencontre sur le thème « Hôpital en danger, politique à refonder », en présence des actrices et acteurs des luttes nombreuses qui se déroulent sur cette question dans tout le pays. « L'hôpital est en crise, dit l'invitation. De toutes parts nous reviennent les signaux d'alarme tirés par des personnels en souffrance et en lutte. Comme vous, nous sommes convaincus qu'il faut agir. Or, les décisions

Ardennes

La fédération organise une série d'initiatives dans le cadre de la campagne « Stop à la casse sociale de Macron, un nouveau progrès social pour la France » : une réunion publique à Sedan, le 24 janvier, pour la défense de l'hôpital ; une autre à Charleville-Mézières, le 26, avec le député Hubert Wulfranc sur le contre-budget du PCF ; d'autres encore à Revin sur le logement social ou sur la défense des salariés de Selné ou encore sur les services publics (Charleville). « Les questions qui reviennent le plus sont celles de l'emploi, de la santé et des services publics », déclare Franck Tuot, nouveau secrétaire départemental. ✪

« Les riches ou « L'humain »

REUNION PUBLIQUE-DEBAT

Vendredi 26 janvier 18h30

Hôtel de Ville CHARLEVILLE-MEZIERES

WULFRANC

PCF

Le congrès étape par étape

Le congrès extraordinaire du PCF est fixé aux 23/25 novembre prochains. Il est préparé par toute une série d'initiatives appelées à s'épauler et à converger. Rappel des principales étapes avec Isabelle De Almeida, présidente du CN.



Communistes QUATRE GRANDES THÉMATIQUES DE TRAVAIL ONT ÉTÉ RETENUES. LA PREMIÈRE S'INTITULE : LES LUTTES ET LE COMBAT COMMUNISTE AUJOURD'HUI.

ISABELLE DE ALMEIDA : Elle se décline en neuf chantiers, pilotés par des responsables qui s'entourent d'une équipe pour l'animer. Premier axe, ou premier chantier : les états généraux du progrès social, dont il est question dans ce numéro.

Autres chantiers : l'écologie, avec des assises en mai ; les droits des femmes ; l'égalité des territoires et la démocratie, avec une date importante : la rencontre Niemeyer du 26 janvier ; art, culture et éducation populaire (une convention est prévue en septembre) ; la paix (avec une initiative le 22 septembre) ; les solidarités concrètes ; la lutte contre le racisme ; et la révolution numérique, avec la programmation d'états généraux les 9 et 10 mars. Tous ces chantiers participent de l'élaboration d'un projet communiste du 21^e siècle, synthèse pilotée par Guillaume Roubaud-Quashie.

Communistes AUTRE GRANDE QUESTION DE CETTE PRÉPARATION DU CONGRÈS, LA DÉMARCHE DE RASSEMBLEMENT ET DE TRANSFORMATION DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE.

I. D. A. : Ici deux chantiers sont lancés. Le premier porte sur l'analyse de l'état de la société française, les conditions de la lutte des classes. Il est pris en charge par Marc Brynhole et le groupe « Idées » du PCF. Le second chantier s'intitule : « Orientation de notre démarche stratégique de transformation et de rassemblement », avec l'élaboration d'un bilan partagé de la période écoulée et des enjeux de la période nouvelle. Un Conseil national lui sera consacré les 10 et 11 février prochains. C'est un groupe de 16 camarades dont Pierre Laurent qui est chargé d'animer ce travail.

Communistes LE 3^e THÈME PORTE SUR LES TRANSFORMATIONS DU PARTI.

I. D. A. : Il faut répondre aux questions : Quelle organisation à définir ? Quelles transformations concrètes opérer ? Émilie Lecroq va suivre cet enjeu qui s'attaque aux sujets suivants. On en pointe cinq : le Parti et les classes populaires dans la cité et le travail ; les nouveaux modèles

d'organisation dont on a besoin ; la politique de formation ; la communication ; la conception et le rôle de nos directions. Chacun des cinq chantiers est piloté par des responsables.

Communistes UN DÉBAT, EN SOI, EST PRÉVU SUR LES EUROPÉENNES ?

I. D. A. : Oui, nous allons tenir un Conseil national sur le sujet (mise en campagne, sens de notre campagne, type de liste à construire) les 30 et 31 mars, première étape du débat dans le Parti. Ce chantier est co-animé par Anne Sabourin, Vincent Boulet et nos députés européens.

Communistes ENFIN, PEUX-TU NOUS RAPPELER COMMENT SE PRÉSENTENT LES ÉTAPES STATUTAIRE ?

I. D. A. : Déjà, après le 1^{er} décembre, nous avons mis en place le site collaboratif et la commission de transparence des débats. La commission chargée de la rédaction de la base commune sera désignée lors d'un Conseil national des 10 et 11 février. La présentation et le vote de la base commune auront lieu lors d'un Conseil national élargi les 2 et 3 juin. À cette même réunion sera nommée la commission des candidatures – je rappelle que chaque fédération devra y désigner un-e représentant-e. Jusqu'au 6 juillet il y aura la possibilité de dépôt de bases communes alternatives. Le vote sur le choix de la base commune se fera les 4, 5 et 6 octobre. Et les congrès locaux et départementaux se tiendront du 15 octobre au 15 novembre. J'invite vivement les adhérents à participer activement aux réflexions, aux expérimentations, à faire part de leurs expériences et de leurs avis. Le site congres2018.pcf.fr est déjà alimenté de premières contributions, mais il est nécessaire maintenant de donner un élan à cette première phase, d'animer des débats, de construire dans le concret des initiatives avec un maximum de communistes pour réussir ce que nous avons nommé notre propre révolution. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

SNCF
Direction et gouvernement, le duo infernal fossoyeur du rail public

La ministre des Transports Elisabeth Born convoque aujourd'hui, le 8 janvier, le patron de la SNCF pour lui demander des comptes suite à la "succession d'incidents importants et médiatisés" survenus ces dernières semaines dans les gares parisiennes de Montparnasse, Bercy et Saint-Lazare.

Il est assez curieux de voir une ministre des Transports s'étonner des récents dysfonctionnements de la SNCF tant les différentes politiques menées depuis plus de 20 ans en matière de service public ferroviaire, aussi bien marchandise que voyageur, sont désastreuses. Les derniers chiffres sont éloquentes : 2014, suppression de 1432 postes ; 2015, 1100 postes ; 2016, 1400 postes ; 2017, 1200 postes ; et pour 2018, SNCF Mobilité a déjà annoncé 2000 suppressions d'emplois.

Les suppressions massives d'emplois s'accompagnent d'un manque d'investissement abyssal avec pour conséquence directe un réseau ferré et des installations de sécurité qui ne cessent de se délabrer. L'accident de Brétigny en est le triste exemple. [...] ✪

PCF

Catalogne

Pour une rupture politique de progrès social et démocratique

Dans un contexte de très forte participation au vote (81,94 %), les résultats des élections du 21 décembre au Parlement catalan n'ont pas changé fondamentalement le rapport de forces établi lors des élections précédentes de septembre 2015. Les partis indépendantistes (Ensemble pour la Catalogne du président sortant de la Generalitat en exil Carles Puigdemont, Gauche républicaine de Catalogne d'Oriol Junqueras, en détention préventive, et Candidature d'unité populaire) obtiennent à nouveau une majorité absolue, certes réduite, en sièges (70 sur 135), mais pas en voix (47,49 %), en se présentant, cette fois-ci séparément. Au sein du bloc indépendantiste, la droite nationaliste catalane (21,65 % et 34 sièges), malgré les scandales de corruption et les coupes opérées dans la dépense publique et sociale, conserve une légère avance sur les républicains de l'ERC (21,39 % et 32 sièges), alors que les anticapitalistes libertaires de la CUP (4,45 % et 4 sièges) s'effondrent en perdant la moitié de leurs électeurs.

Le bloc « unioniste » des partis soutenant l'application stricte de la Constitution de 1978 est en très grande difficulté. À droite, le Parti populaire (4,24 % et 4 sièges) subit une débâcle, les électeurs ayant massivement rejeté les mesures répressives du gouvernement de Mariano Rajoy et avec l'application de l'article 155 de la Constitution, la mise en tutelle autoritaire des institutions catalanes. Il est très largement supplanté par les néolibéraux anti-indépendantistes de

Ciudadanos (25,37 % et 36 sièges) qui devient pour la première fois depuis 1978 le premier parti non catalaniste en nombre de voix. Ciudadanos a largement mobilisé les secteurs non indépendantistes, notamment dans les quartiers populaires des grandes villes et en particulier de Barcelone. À gauche, le Parti socialiste catalan (13,88 % et 17 sièges) qui a lui aussi soutenu la mise en tutelle des institutions catalanes, tout en progressant légèrement, est loin de pouvoir contribuer à une alternative catalaniste progressiste au projet indépendantiste, sécessionniste.

“Un contexte de très forte polarisation”

Catalogne en commun-Podem – qui regroupe Barcelone en commun de Xavier Domenech et Ada Colau, Initiative-les Verts et la Gauche unie et alternative où sont présents les « communistes de Catalogne » et du Psuc-Viu – régresse (7,45 % et 8 sièges dont un élu communiste contre 8,9 % et 11 sièges en 2015). Dans un contexte de très forte polarisation entre les pôles indépendantistes et « unionistes », et ayant mené campagne sur le thème « ni déclaration unilatérale d'indépendance, ni article 155 » ; Catalogne en commun a eu du mal à faire valoir une alternative de transformation sociale et écologique et à crédibiliser l'idée d'un développement plurinational de l'Etat espagnol, passant par une consultation « souveraine » du peuple catalan.

Les prochaines échéances, dans l'optique de l'investiture du futur Président du gouvernement catalan, ne sortiront pas, à court terme, la Catalogne de l'impasse actuelle. Aucun des deux blocs, indépendantistes ou « unioniste », n'est en capacité à lui seul d'imposer une majorité stable. D'autant plus que malgré les résultats du scrutin, la droite espagnole continue à vouloir poursuivre pénalement les responsables du processus indépendantiste, accusés de sédition, rébellion et malversation. Toutes les contradictions induites par la crise des institutions de 1978 risquent de s'aiguiser et en particulier la crise du système de financement des communautés autonomes, sous contrainte « austéritaire » drastique imposée par le gouvernement de droite de Rajoy et des engagements budgétaires pris envers l'UE et dont les effets mettent en difficulté la gestion des municipalités démocratiques. Le débat et le dialogue nécessaires ne pourront se cantonner à un « non à l'indépendance ». Ouvrir un autre chemin, avancer – comme le souhaitent notamment les communistes au sein de la Gauche unie – vers une République fédérale plurinationale solidaire, implique une véritable régénération démocratique et sociale passant par une rupture fondamentale avec les institutions de l'Etat espagnol issues de 1978. ✪

José Cordon
Relations internationales-Europe



PÉTITION : www.2peuples2etats.fr **POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE ENTRE ISRAÉLIENS ET PALESTINIENS**

C'est plus que jamais le moment pour la France de reconnaître l'État de Palestine, aux côtés d'Israël, dans les frontières de 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale



Monsieur le Président,
 Les déclarations de Donald Trump du 6 décembre 2017, considérant de manière unilatérale Jérusalem comme capitale d'Israël, violent le droit international et éloignent la perspective d'une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens en niant les résolutions adoptées par l'ONU pour y parvenir.
 La reconnaissance, aux côtés d'Israël, de l'État palestinien dans les frontières de 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale et l'application de toutes les résolutions de l'ONU pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens doivent être la priorité des gouvernements attachés à la paix, au respect du droit et à une solution politique juste.
 La décision états-unienne a été dénoncée et condamnée lors de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU du 8 décembre et, le 9 décembre, par les membres de la Ligue arabe réunis au Caire. L'Union européenne comme le Vatican a réaffirmé son soutien aux résolutions de l'ONU et à la solution à deux États conforme à ces réso-

lutions.
 Vous avez reçu à Paris, le 10 décembre 2017, le premier ministre israélien et « désapprouvé » la position de Donald Trump, en qualifiant de « regrettable » le pas franchi par l'administration américaine.
 Vous avez redit l'attachement de la France au droit international, aux résolutions de l'ONU et à la solution à deux États.
 Nous vous demandons instamment de reconnaître maintenant officiellement l'État palestinien comme vous y encourageaient le vote de parlementaires français en décembre 2014, les institutions internationales dont la Palestine est membre (de l'UNESCO depuis 2011, et de l'ONU en qualité d'État observateur depuis 2012), ainsi que 136 pays parmi lesquels en Europe la Suède, la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie et le Portugal qui ont déjà fait ce geste pour la paix.
 C'est l'initiative qui est attendue de la France à travers le monde et dans notre propre pays. ✪

Une droite totalitaire

Mathieu Bock-Côté, chroniqueur au *Figaro*, est la nouvelle coqueluche de la droite. Il est de tous les colloques conservateurs, de tous les symposiums du 16^e arrondissement. C'est l'idéologue réac 2.0. Dans son dernier papier, il part en guerre contre la figure de Che Guevara et dénonce à cette occasion « la complaisance généralisée d'une bonne partie des élites intellectuelles et politiques pour la mémoire du communisme du XX^e siècle ». Un peu plus loin, il en remet une couche : « La mémoire trouble du communisme est particulièrement vivante en France. » On l'a compris : il milite pour un effacement radical du communisme à la française. Mais pas que. « C'est le procès de l'utopisme comme tendance totalitaire de la modernité que nous tardons à faire », regrette le bonhomme. Donc, cocos +utopistes, dehors. Mais pas que. En conclusion de son pensum, il fusille en effet « le progressisme qui se poursuit sous de nouveaux habits idéologiques qui, encore une fois, font perdre la raison à trop d'intellectuels ». Bref, dehors les cocos, les utopistes, les progressistes... Un vrai dégagiste, le gaillard. On imagine d'ici la France rêvée de Mathieu Bock-Côté : un pays de notaires abonnés au *Figaro*, de nostalgiques du Maréchal et une pincée de boutiquiers macroniens. C'est vrai que ça fait rêver. C'est pas comme le Che... ✪

Gérard Streiff

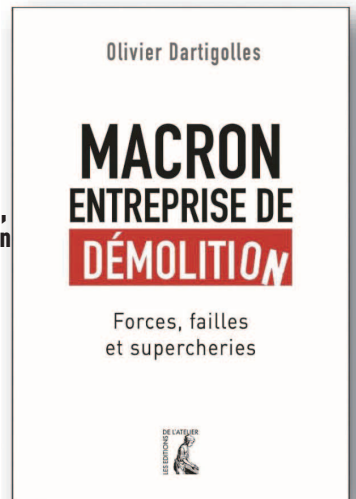
MACRON, ENTREPRISE DE DÉMOLITION

Forces, failles et supercheries

Olivier Dartigolles (144 pages, 10 €)

COMMANDE des organisations
 Règlement à l'ordre du PCF à :
 PCF, Jean-Louis Le Moing,
 2, place du Colonel-Fabien
 75019 Paris
 Prix préférentiel pour les fédérations

Renseignements
 Alain Feuchot
 afeuchot@pcf.fr
 (Tél. : 01 40 40 11 11)



Je signe

Prénom Nom

Courriel

Je veux recevoir plus d'informations par courriel

Adresse postale

PCF (secteur Monde) / 2 place du Colonel-Fabien - 75019 Paris

4^e ÉDITION
 LES RENCONTRES
 NIEMEYER
Inventons le Grand Paris populaire

**Vend. 26 janvier 2018
 8h30 - 20h00**

Siège du PCF - Espace Oscar Niemeyer
 2, place du Colonel-Fabien
 75019 Paris - M^o Colonel-Fabien

Marchais L'expo

Du 28 novembre 2017 au 15 janvier 2018
 Du lundi au samedi de 10h à 18h30 - Entrée libre (sauf les samedis 23, 30 décembre et 6 janvier)
 Espace Oscar Niemeyer - 2, place du Colonel-Fabien Paris 19^e - M^o Colonel-Fabien

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
 2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19
<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>
 Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.